



Lettre n° 234 du 3 avril 2022

**Contre l'odieuse guerre de Poutine et les surenchères de l'Otan,
contre le pouvoir des multinationales et de la finance,
contre Macron et l'extrême-droite,
Votons pour changer le monde, maintenant !**

Depuis 5 semaines, les populations d'Ukraine sont sous le feu de l'armée russe qui s'enlise dans une guerre fratricide. Les horreurs et les drames, les morts de soldats et de civils, les massacres, l'exode des populations, les dévastations, dont la tragédie de Marioupol est le symbole, suscitent émotion et colère, un sentiment d'impuissance aussi devant l'absurdité de ce déploiement de violences barbares qui semble incompréhensible. Et cela d'autant que Biden, Macron et l'Otan, qui disent hypocritement vouloir arrêter la guerre, loin de travailler à mettre en place un cadre permettant de créer les conditions d'un cessez-le-feu, de négociations de paix, continuent leur politique de surenchères bellicistes. La guerre est maintenant au cœur de nos vies, banalisée par les politiciens comme les commentateurs des médias, discutée comme un mal certes mais un mal nécessaire, comme une fatalité, y compris jusqu'à la menace nucléaire.

Il n'y a là pourtant aucune fatalité mais l'implacable logique d'un système fondé sur la loi du plus fort, des rapports de dominations aveugles, une logique qui faisait dire à Jaurès, assassiné au tout début de la guerre de 1914, « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage* ».

En effet, si la folie criminelle du nationalisme grand-russe de Poutine porte la responsabilité de l'agression, Biden, Macron et l'Otan y jouent leur sinistre rôle. Depuis la liquidation, en 1991, de l'URSS par la bureaucratie, ils ont voulu encercler la Russie en intégrant les pays de l'ancien glacis soviétique à leur alliance militaire déployant les bases militaires et anti-missiles de l'Otan à ses portes. Ils ont voulu intégrer l'Ukraine à leur offensive et entendent maintenant laisser Poutine s'enfermer dans son propre piège pour affaiblir la Russie, étendre et consolider leur influence et défendre leurs propres intérêts pétroliers et gaziers.

Cette guerre n'est pas la simple conséquence de la folie d'un autocrate mais celle des rivalités bellicistes entre grandes puissances capitalistes, pour défendre ou étendre leurs zones d'influence et s'appropriier les richesses produites par les travailleurs et les peuples.

Cette semaine, les pourparlers entre l'Ukraine et la Russie ont laissé espérer de véritables négociations pour mettre fin à la guerre, un espoir bien tenu et incertain. Les enjeux de cette guerre dépassent la question de l'adhésion ou non de l'Ukraine à l'Otan ou le sort du Donbass, questions qui auraient pu trouver des solutions avant que l'irréversible ne s'engage si les grandes puissances, les USA, l'UE et l'Otan avaient cherché à éviter la guerre en ouvrant des discussions internationales sur la sécurité en Europe dans la continuité des accords de Minsk. Et qui pourraient aujourd'hui encore trouver des réponses diplomatiques si tant est que les grandes puissances en manifestent la volonté.

Mais là n'est pas leur préoccupation. La politique belliciste de Biden et Macron, de l'Otan, avait et a l'objectif de retourner la folie de Poutine contre la Russie pour la mettre à genoux en enrôlant l'armée ukrainienne et par les sanctions économiques, financières, quel qu'en soit le prix pour les populations.

Notre solidarité avec les peuples ukrainiens et russes, une solidarité internationaliste contre notre propre gouvernement

Mettre un terme à la logique de la militarisation et de la guerre dépend en réalité de celles et ceux qui en payent le prix alors que les bourses continuent de prospérer comme l'industrie d'armement ou les multinationales de l'énergie. La fin de la guerre, du risque de son extension, dépendent des travailleurs et des peuples d'Ukraine, de

Russie, de nous aussi en refusant l'union nationale belliqueuse de Macron.

Il ne manque pas, certes, de voix pour dénoncer la guerre et formuler des vœux pieux de paix en s'adressant aux États et aux gouvernements occidentaux, eux aussi fauteurs de guerre, pour souhaiter la défaite de Poutine reprenant à leur compte les arguments de Biden et de ses alliés comme quoi la guerre viserait l'instauration de la démocratie et la défense du droit des peuples. Qui peut les croire !

Les objectifs de Biden, Macron and Co ne sont ni le droit des peuples ni la démocratie mais d'élargir la zone d'action de l'Otan, leur zone d'influence et de domination, soumettre la Russie pour renforcer leur position mondiale face à la Chine. Alors oui, bien sûr, le renversement du régime dictatorial et prédateur de Poutine pourrait ouvrir des perspectives pour que les classes opprimées puissent conquérir la démocratie en Ukraine comme en Russie à condition qu'elles en soient les actrices en toute indépendance de l'État ukrainien, en s'organisant sans capituler devant les pressions et exigences de l'UE.

Ce ne sont pas Biden, Macron et l'Otan qui apporteront la paix et la démocratie. Le respect des droits des peuples viendra des peuples eux-mêmes, des travailleurs ukrainiens, alliés à la population russe, à celles et ceux qui osent affronter la répression pour dénoncer une guerre fratricide. L'issue de la guerre est dans la fraternisation des peuples.

Notre solidarité avec les travailleuses et les travailleurs d'Ukraine et de Russie, c'est avant tout une solidarité internationaliste qui combat notre propre bourgeoisie, notre propre gouvernement et toutes formes de nationalisme. C'est unir nos forces, ici, pour défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la coopération des travailleurs et des peuples pour en finir avec la concurrence capitaliste qui conduit à la guerre, la régression sociale, la crise climatique, écologique et construire un autre monde, le socialisme.

La guerre économique et sociale pour sauver les profits et les spéculations

Les sanctions financières imposées à la Russie pénalisent les populations russes et ukrainiennes et aussi du monde entier par des pénuries et une hausse générale des prix des matières premières, de l'énergie, des produits alimentaires... entraînant dans les pays les plus pauvres la famine.

Après avoir annoncé qu'il nous faudra « *payer le prix de la défense de nos valeurs* » c'est-à-dire le prix de leur guerre, certains commencent même à parler d'économie de guerre, Macron a développé son programme électoral, son plan de bataille contre les salariés et les classes populaires. Des sacrifices, de nouvelles attaques contre les travailleurs en particulier ceux des hôpitaux et de l'Éducation nationale, les chômeurs, les retraités, de nouveaux cadeaux pour les grandes entreprises et le patronat.

L'inflation officielle vient d'atteindre les 4,5 %, conséquence des spéculations qui s'abattent sur la moindre perspective de profit. Le bilan social est dramatique.

La pauvreté touche près de 10 millions de personnes, 10 % de la population a besoin d'aide alimentaire. Dans un des pays les plus riches du monde, 4 millions de personnes sont sans logement ou mal logées. Mais pendant la période de pandémie, la fortune des milliardaires a augmenté de 236 milliards d'euros, et en 2021, les entreprises du CAC40 ont réalisé 160 milliards de profits, un record.

Faire entendre la voix du monde du travail

Tous les candidats institutionnels se préparent à poursuivre cette politique catastrophique. Péresse, Le Pen, Zemmour rivalisent dans la démagogie contre les classes populaires, les immigrés, la démagogie répressive et sécuritaire. Macron n'est pas en reste contre les chômeurs, contre les retraités, contre les enseignants, contre l'ensemble du monde du travail. Tous, veulent nous imposer leur politique aux ordres du Medef de défense de la compétitivité et des profits en diminuant le coût du travail.

La guerre ne peut qu'accroître la dégradation de toute l'économie, maintenue sous perfusion d'argent public avec une dette à un niveau record alors que la baisse des cotisations sociales patronales vide les caisses de la protection sociale.

C'est à nous qu'ils voudraient faire payer l'addition par la poursuite de leur offensive contre les droits des chômeurs et des retraités, la casse des services publics, le blocage des salaires...

Donner à chacun les moyens de vivre dignement, c'est-à-dire accéder aux biens et aux services créés par son travail, exige au contraire des augmentations immédiates de salaire, 400 euros nets pour toutes et tous, pas de revenu mensuel net inférieur à 2000 euros, l'indexation des salaires sur le coût de la vie, le partage du travail entre toutes et tous.

Ces exigences sont parfaitement possibles, permises par le développement technique et économique de la société, de la richesse dégagée par le travail. Mais pour cela, il faut remettre en cause la loi du profit, de la concurrence et de la propriété des capitalistes sur l'économie, le parasitisme d'une minorité.

Construire un front internationaliste des révolutionnaires

La gauche n'a en fait rien à proposer, elle a perdu toute crédibilité, elle est intégrée au système. Mélenchon voudrait nous faire croire qu'elle peut renaître de sa faillite, il sème de nouvelles illusions qui ne pourraient aboutir qu'aux mêmes échecs et voudrait nous faire prendre des vessies pour des lanternes en prétendant que voter pour lui nous évitera de perdre du temps à faire grève et manifester pour rien !

Le monde du travail n'a rien à attendre de cette gauche institutionnelle faillie. Elle a toujours défendu l'ordre établi, servi les intérêts des classes dominantes. Il serait illusoire de continuer d'espérer en un quelconque sauveur ou que cette gauche puisse renaître de ses cendres même s'il ne manque pas de postulants néanmoins rivaux.

L'espoir et les illusions d'une victoire électorale de la gauche pour changer la vie a toujours été un leurre pour canaliser la colère et la révolte populaire. Tenter de reconstruire l'union de cette gauche sous couvert de combattre l'extrême droite est un non-sens voué à l'échec, une impasse. Ce dont nous avons besoin, c'est de mettre en œuvre et de discuter une politique pour le monde du travail et la jeunesse autour d'un programme et d'une stratégie révolutionnaire pour donner une perspective, hors du cadre institutionnel, à la révolte que nourrissent la guerre et ses conséquences, la crise globale du capitalisme, aux explosions sociales à venir. Pour aussi créer les conditions d'un rassemblement démocratique ouvert à celles et ceux qui ont rompu avec cette gauche faillie ainsi qu'à la nouvelle génération qui s'engage en politique.

Pour dire notre colère, notre révolte, ne faisons confiance qu'à nous-mêmes

Seule la lutte collective, consciente, du monde du travail, des classes populaires, des femmes et de la jeunesse pourra changer les choses, prendre le contrôle de l'économie, la planifier pour qu'elle serve à satisfaire les besoins sanitaires, sociaux, économiques, changer le mode de

production pour répondre à l'urgence écologique et sauver la planète menacée par la folie du profit, des guerres et de la course aux armements.

Il n'y a pas de compromis possible avec les capitalistes qui nous font la guerre.

C'est cette perspective que représentent, dans ces élections, les candidats révolutionnaires, Nathalie Arthaud, candidate de Lutte Ouvrière et notre candidat, le candidat du NPA, Philippe Poutou. Leurs voix s'additionneront comme l'urgence est d'additionner nos colères, de faire converger nos luttes et nos organisations, de formuler une perspective commune pour changer le monde.

Nous sommes certes minoritaires dans ce jeu institutionnel truqué mais ce sont toujours les minorités qui ont ouvert la voie à l'avenir à condition qu'elles soient capables de fédérer, de rassembler au cœur même des révoltes et des luttes.

Affirmons notre volonté d'en finir avec la guerre, la misère, les inégalités, l'injustice, l'oppression et l'exploitation

Pour construire un monde solidaire et fraternel, fondé sur la coopération des travailleurs et des peuples

Votons internationaliste, anticapitaliste et révolutionnaire

Votons Philippe Poutou, candidat du NPA !

Yvan Lemaitre